Lien d'information
hebdomadaire
des communistes

N° 428
10 mars 2011

infohebdo

Sommaire

Cantonales 1
Le seul sondage qui compte, c'est le 20 mars ! 1
Le point de vue de Pierre Laurent 2
Un « nouveau » Front national ? Débat avec Jean-Yves Camus 2
Vie du Parti 4
Le PCF s'associe à la campagne « Bancassurance » du collectif Agir Pour une économie équitable-Ap2E 4
Communication 4
Aide à la communication 4

CANTONALES

Le seul sondage qui compte, c'est le 20 mars !



Quatorze mois avant le scrutin les grandes manœuvres ont commencé pour écrire le scénario de 2012 à la place des citoyens. L'affaire autour des sondages de la société Harris, plaçant Marine Le Pen en tête des intentions de vote dans tous les cas de figure, illustre deux phénomènes.

Le premier c'est la volonté d'évacuer le peuple du débat politique. Un phénomène que renforce la nature de l'élection présidentielle.

Second phénomène, les idées d'un Front National cherchant à faire plus «social» progressent. C'est une évidence et c'est le résultat d'un Nicolas Sarkozy pris à son propre piège. En banalisant les idées du Front National il a aussi banalisé celui-ci et maintenant les «digues lâchent» à droite. Ainsi près d'un quart des électeurs ayant fait le choix Sarkozy en 2007 se porteraient aujourd'hui sur le FN.

Mais cette réalité ne doit pas en occulter une autre, celle du rejet des logiques capitalistes et de la force des exigences sociales.

Face aux discours de haines et de divisions, nous voulons porter l'ambition, du local au global, de profondes transformations de cette société.

Aujourd'hui le seul sondage qui compte, c'est celui qui sortira des urnes le 20 mars. Un scrutin que l'UMP tente par tous les moyens de fait « oublier ». Dernier scrutin national avant la présidentielle, l'UMP cherche à le réduire à une simple question locale. Près de la moitié des candidats UMP se sont déclarés « divers droite » en Préfecture. Un courage politique qui en dit long sur l'inquiétude de l'UMP de prendre une sévère sanction le 20 mars.

Avec 1660 candidats (dont plus de 1300 titulaires PCF et 259 du PG) le Front de gauche est le rassemblement politique présent dans le plus grand nombre de cantons. Un atout pour porter dans les jours qui viennent l'ambition d'une gauche combative pour répondre aux aspirations populaires.

D'ici au 20 mars, tous les gestes vont compter pour faire voter et gagner le meilleur résultat pour les candidats et candidates présentés ou soutenus par le Front de Gauche.

Robert Injey

Campagne « Votez plus fort » : http://www.pcf.fr/8012

Le point de vue de Pierre Laurent

Nous sommes à dix jours d'élections cantonales déterminantes pour améliorer la vie de nos concitoyen-ne-s et inverser le rapport de forces politique. Excepté les sénatoriales, ce scrutin est le seul de portée nationale avant les échéances de 2012.

Les derniers jours qui précèdent ces élections sont, nous le savons, décisifs pour convaincre : l'heure est à la mobilisation de tous les communistes. Les enjeux sont grands.

Le premier est de mettre un coup d'arrêt à ce gouvernement qui se révèle être une catastrophe nationale sans précédent. Désormais minoritaire dans le pays, il multiplie jour après jour les basses manœuvres pour conserver le pouvoir. Il organise l'abstention, brouille les enjeux de l'élection. Ses candidat-e-s se cachent vainement sous de fausses étiquettes. Tout cela dans un seul but : échapper à la sanction populaire. Comment se fait-il que chaque semaine au moins deux sondages sont publiés sur la présidentielle quand aucun ne l'est sur les cantonales ? Ne nous laissons pas impressionner par ces stratagèmes.

Consacrons au contraire tous nos efforts à la mobilisation populaire pour faire mettre un genou à terre à ceux qui gouvernent contre le peuple :

au terme de ces élections, le gouvernement ne doit plus disposer d'un seul point d'appui pour sa politique dans les départements.

Le deuxième enjeu de ce scrutin est de redonner la parole aux forces sociales et progressistes de notre pays que la droite fait tout pour décourager. Le gouvernement a d'abord organisé le vote à marche forcée de la loi sur les retraites alors que la très grande majorité des Français-e-s y étaient clairement opposés. Il essaye aujourd'hui de diviser et d'instrumentaliser les peurs en imposant un débat sur l'islam qui va à nouveau honteusement conduire à la stigmatisation des musulmans et dont on voit mal qui d'autre que le Front national pourrait sortir gagnant. Ce paysage est fait pour être effrayant mais il n'est en rien à l'image du pays. Les forces existent pour un tout autre scénario. Elles sont dans les associations et les syndicats auprès des citoyen-ne-s, des salarié-e-s à qui la droite voudrait faire payer la crise. Elles sont dans les forces politiques et bien sûr dans notre parti. Elles sont dans le peuple lui-même, dans sa capacité à s'indigner et à porter l'intérêt général.

Mobilisons ces forces à l'occasion de ces élections :

« Vous n'acceptez pas le scénario du FN ? Allez le dire avec nous dans les urnes les 20 et 27 mars. » La meilleure arme contre l'extrême droite réside avant tout dans notre propre capacité à permettre au peuple d'énoncer les grandes transformations qui lui ouvriront en grand les portes du pouvoir.

C'est précisément le troi sième enjeu de ces élections : nous voulons construire des majorités de gauche combatives capables de répondre aux aspirations populaires. Après avoir asphyxié les finances des départements, le gouvernement s'est lancé dans une offensive sans précédent contre les services publics de proximité et la démocratie locale. Permettre l'élection du maximum de candidat-e-s communistes et du Front de gauche dans les départements, c'est se donner les moyens de résister à cette offensive et de promouvoir des politiques publiques locales qui répondent à l'intérêt général. Si nous savons porter très fortement ce message dans les derniers jours qui nous séparent du scrutin, alors nous pouvons remporter une victoire pour notre peuple.

Pierre Laurent,

Secrétaire national du PCF

Un « nouveau » Front national ? Débat avec Jean-Yves Camus

Rencontre passionnante, le 28 février dernier, avec Jean-Yves Camus, chercheur de l'IRIS, spécialiste des nationalismes et des extrémismes en Europe, à l'initiative du LEM (Lieu d'étude sur le mouvement des idées et des connaissances), animée par Michel Laurent.

Ordre du jour : le Front national. J.-Y. Camus part de l'idée qu'on est en face d'un « nouveau » Front national dans la mesure où les médias ont installé cette idée dans les têtes, depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête de cette formation, le 15 janvier dernier. Médias qui lui ont accordé et lui accordent une place tout à fait « disproportionnée ». En 2007, Sarkozy l'assurait : le FN, c'était fini. Or les sondages aujourd'hui placent haut cette formation ; les cantonales seront un premier indicateur sur cette influence, réelle ou supposée. Camus élargit le débat à l'Europe.

Un peu partout s'installent des « droites populistes, xénophobes, radicales ». Comme l'UDC suisse – qui pourrait frôler les 30 %. Il pense qu'il s'agit là plus d'une « nouvelle droite » que d'extrémistes de droite au sens traditionnel. Une nouvelle droite qui utilise, détourne des références progressistes, comme une demande de plus d'Etat, la liberté d'expression, l'égalité des sexes, l'égalité de droits des minorités religieuses, des minorités sexuelles, les droits des femmes (que l'Islam menacerait). Le FN s'inscrit dans ces nouvelles problématiques, même s'il « n'a pas encore achevé sa mue idéologique ». Celle-ci a été amorcée sous Jean-Marie Le Pen ; jusqu'où ira Marine Le Pen ? Jusqu'où voudra-t-elle aller ? Jusqu'où pourra-t-elle aller ? Un alignement sur cette nouvelle droite européenne ? Un changement de nom du parti (le patronyme Le Pen a d'ores et déjà disparu de certaines affiches du FN où ne figure que « Marine » et où le sigle même FN apparaît peu...) Pour Camus, cela dépendra d'un rapport des forces internes au FN qui serait plus complexe qu'on ne le dit. Le fait est que le FN « a survécu à toutes les stratégies politiques (anti-Le Pen) ».

Points forts, points faibles

Traditionnellement, l'extrême droite en France est créditée de 5 % ; le FN s'est constitué, lui, un noyau dur proche des 15 %. Alors même que ce parti n'est pas au mieux de sa forme : il n'a pas d'argent ; il n'a guère de militants, les chiffres à ce propos varient beaucoup, Camus estime leur nombre à 20 000. D'autre part, la carte d'implantation dans le pays est « pleine de trous », il est inactif dans de nombreux départements, et manque de candidats aux cantonales par exemple. Le FN, c'est « une marque » et c'est pour elle qu'on vote.

Pour répondre au FN, pour faire campagne contre lui, encore faut-il voir là où il se manifeste. Ce parti engrange des moyennes nationales aux élections mais il y a aussi des électorats locaux. Un électorat plutôt ouvrier et « classes moyennes inférieures » dans le Nord et l'Est.

Plutôt classes moyennes, retraités, PME dans le Sud. A quoi s'ajoute un vote pied-noir (qui n'est pas exclusivement d'extrême droite).

Camus ne cache pas que le « nouveau discours » du FN, celui notamment qui s'est tenu au « congrès de Tours » de janvier, est, pour les politologues, « compliqué à décoder ». Comme un collage de lignes différentes, le retour de l'État, la critique du libéralisme (son programme économique est en train d'être réécrit), la référence à la République (fait nouveau pour l'extrême droite), à la Résistance, aux hussards noirs de la République, la laïcité (et son droit d'expression religieuse à l'exception de l'Islam) ; les médias aidant, le FN apparaîtrait même comme « le plus laïc » des partis ; une islamophobie déclarée.

Sarkozy pêche aujourd'hui dans ces eaux troubles, mais le FN aura beau jeu de dire, selon Camus, qu'il est plus légitime sur ce genre de discours, qu'il a pour lui « l'antériorité » : en 1984, ses affiches disaient : « Dans 20 ans, la France sera une république islamique ! »

Présents dans les régions industrielles en crise, le FN parle de « relocalisation des emplois ».

La cote de popularité de Marine Le Pen est sans conteste meilleure que celle de son père ; il y a une « détabouisation » du FN. « Tout le monde dit que le tabou est tombé », dit Camus, donc, comme tout le monde le dit, cela devient une sorte d'idée reçue. Le cordon sanitaire autour du FN serait tombé. Qu'en sera-t-il du Front en 2012 ?

Tout dépendra du casting, dit Camus. S'il est évident qu'une candidature FN n'aura jamais la moindre chance d'être élue, en même temps cette formation va « laisser des traces » dans les têtes.

Suit un riche débat dont on trouvera les échos sur le site du LEM (http://lem.pcf.fr).

A télécharger

Le tract vérité sur les sondage en faveur de Le Pen : http://www.pcf.fr/8222

Vie du Parti

Le PCF s'associe à la campagne « Bancassurance » du collectif Agir Pour une économie équitable-Ap2E

Des milliers de citoyennes et citoyens internautes ont répondu à la suggestion d'Eric Cantona de sortir leur argent des banques. Ils ont ainsi fait la démonstration du refus d'un nombre croissant de françaises et de français d'un système qui spolie la majorité d'entre nous. Les plus pauvres, les exclus bancaires, en sont les premières victimes, économiquement assassinés.

Quelles solutions, quelles innovations pour sortir de ce système qui met à mal toutes les économies et tous les peuples européens ?

La France connait une situation originale : 60% des dépôts de nos concitoyens (57 millions de comptes bancaires) sont placés dans des banques coopératives ou mutuelles. Dans ces banques actrices de l'économie sociale, chaque sociétaire a le droit de participer à l'élection des instances de direction, de déposer des résolutions lors des assemblées générales, de se porter candidat au conseil d'administration de sa caisse locale, voire de la représenter dans les instances régionales et nationales.

Les enjeux stratégiques, les décisions principales étant le plus souvent absentes de ces assemblées, Les sociétaires ont généralement délégué leur pouvoir aux présidents des caisses.

Comme vous avez pu le lire dans deux tribunes récentes de l'Humanité, Agir Pour une économie équitable-Ap2E a lancé une campagne « Bancassurances : quelle démocratie ? Une campagne pour reconquérir notre pouvoir de sociétaire. »

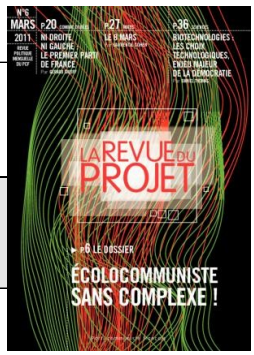
Le Parti communiste s'associe à cette campagne et vous trouverez sur le site les éléments concrets permettant d'agir localement.

Site de la campagne : http://www.ap2e.info/bancassurance/

contact : Sylvie Mayer smayer@pcf.fr et 06 81 74 10 13

REVUE DU PROJET

La revue du projet vient de sortir sont dernier numéro : Ecolocommuniste sans complexe !



A télécharger

Revue du projet n°6 : http://projet.pcf.fr/7451

Aide à la communication

Faillite politique

Le président de la République s'est livré à une incroyable opération de maquillage de ses propres faillites à propos des formidables mouvements populaires dans les pays Arabes. Il semble soudain découvrir la force et la lucidité des peuples qui ont entamé des processus révolutionnaires depuis le mois de décembre en Tunisie et qui se répandent désormais partout. Normal, le pouvoir Sarkozyste était du côté des dictateurs. Aujourd'hui même il n'a pas eu un mot pour les Libyens dont le sang coule à cause de l'utilisation d'armes fournies par des pays européens ; pas un mot pour les Tunisiens qui ont obtenu le départ de leur premier ministre lié à Ben Ali. Le maintien de Mme Alliot-Marie au gouvernement était devenu intenable. Encore qu'elle n'est pas la seule qui ait bénéficié de vacances payées par ces dictatures.

Mais le fond des problèmes réside dans les orientations de M. Sarkozy ; de l'intégration de la France dans l'OTAN à une intégration européenne à marche forcée qui fait tant de mal aux peuples ; au soutien aux guerres en Irak et en Afghanistan, à la connivence avec les autocrates de pays Arabes jusqu'à l'inertie totale vis à vis de la création de l'état Palestinien. Il n'a non plus rien dit sur la nature des accords de partenariat ou de libre-échange qui servent aux multinationales européennes et aux banques à piller et surexploiter les travailleurs de ces pays.

Face aux drames humanitaires qui se préparent à cause de la fuite de milliers de personnes de Libye et d'autres qui cherchent refuge en Europe, la France s'honorerait de leur venir en aide avec les autres pays européens au lieu de tenter de les refouler. Les « flux migratoires » ne sont pas synonymes de « terrorisme », comme il l'a laissé entendre dans une phrase ambiguë pour faire peur. D'autre part, elle doit prendre les dispositions pour restituer les fortunes des dictateurs aux peuples qui en ont besoin d'urgence.

Sans attendre, il faut refonder les relations entre les peuples des pays des deux rives de la Méditerranée.Voilà un beau chantier d'avenir, à mille lieux de la petite opération de maquillage de Sarkozy.

Pétrole : à qui profite la hausse ?

L'inquiétude sur les approvisionnements paraît pour partie entretenue afin de doper les cours.

En France, les prix à la pompe se rapprochent du pic de 2008. Selon certains commentateurs, les opérateurs s'inquiéteraient des effets de l'arrêt de la production libyenne et des risques de contagion du soulèvement populaire à d'autres pays producteurs de pétrole.

L'Europe est particulièrement concernée. Le pétrole libyen couvre en effet 15,7 % des importations françaises, 22 % des italiennes, 23,3 % des irlandaises, 7,7 % des allemandes.

Mais cette inquiétude paraît largement entretenue, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estimant que de 500 000 à 750 000 barils par jours de brut, soit moins de 1 % de la consommation mondiale quotidienne, font défaut, en raison de la situation en Libye. L'Arabie saoudite, principal producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), se dit prête à pallier les carences de l'offre de brut et serait déjà « en discussions actives » avec les raffineurs européens, selon plusieurs sources.

De son côté, le gouvernement américain a estimé que les États-Unis et le monde pouvaient faire face à une rupture d'approvisionnement en pétrole.

Cette flambée des cours de l'or noir intervient certes sur fond d'un décalage entre la demande et l'offre mondiales. En 2010, la première a été de 87,1 millions de barils par jour contre 86,5 millions pour la seconde. Cet écart a été creusé à la fois par la réduction durant plusieurs années par les grandes compagnies pétrolières de leurs activités de recherche de nouveaux gisements et par la volonté légitime des pays producteurs de maîtriser leur production afin de relever leurs prix de vente. Sur cette base se greffe une spéculation acharnée organisée et entretenue par de grands intervenants financiers et les majors de l'or noir. Une affaire assez récente vient d'en donner une idée dans un autre secteur que le

pétrole. Début décembre 2010, le quotidien britannique The Daily Telegraph révélait que le mystérieux trader qui avait acheté entre 50 % et 80 % du stock de cuivre de la Bourse des métaux non ferreux de Londres pour 1,2 milliard d'euros, faisant monter le cours du cuivre à 8 700 dollars la tonne, un niveau record, n'était autre que la grande banque américaine JP Morgan. En France, les prix des carburants à la pompe se rapprochent du pic de l'été 2008, lorsque le prix moyen du super sans plomb caracolait à 1,49 euro le litre. Pourtant, le prix du baril de brut est en dessous de ce qu'il était à l'époque.

On devine à qui profite le crime.

Coût du travail : des chiffres erronés

La tentative de manipulation sur le coût du travail conduite par l'équipe de Nicolas Sarkozy conjointement avec le Medef de Laurence Parisot est en passe de se dégonfler comme une baudruche.

Nos deux propagandistes visaient à faire croire que la perte de compétitivité de la France vis-à-vis de l'Allemagne ces dernières années serait due à une croissance excessive des salaires de ce côté-ci de la frontière. Pour mener à bien l'opération, l'actuel ministre de l'Industrie, Éric Besson, a mandaté une officine privée, le cabinet COE-Rexecode, en général plus proche du patronat que de la vérité, afin qu'il donne une apparence d'objectivité à ce point de vue en l'occurrence très subjectif.

Dans son rapport, COE-Rexecode note à juste titre qu'« à partir du début des années 2000, une divergence de compétitivité sans précédent historique apparaît au détriment de la France et, depuis, l'écart de compétitivité s'accroît ». Mais à quoi l'attribuer ? Pour l'institut patronal, « le point essentiel, qui éclaire la plupart des observations précédentes, est que, selon les enquêtes disponibles, le coût moyen de l'heure de travail (salaire chargé) dans l'industrie a augmenté en France plus rapidement qu'en Allemagne d'environ 10 % dans la première partie des années 2000, l'écart de tendance se prolongeant depuis et s'amplifiant probablement ». Las pour ceux qui les ont mandatés, les experts du cabinet patronal se sont appuyés pour leur démonstration sur des chiffres qui sont faux.

Pour calculer le coût du travail, il faut prendre en compte deux facteurs : la productivité et le salaire horaire brut chargé. Le premier d'entre eux est évidemment dépendant du temps travaillé et c'est à ce niveau-là qu'est l'erreur. Alors que les salariés français de l'industrie travaillent davantage que leurs homologues allémands, le calcul effectué inversait la donne. Cela donnait un coût du travail français bien supérieur au coût allemand. Et voilà pourquoi notre fille était muette et nos propagandistes si bavards.

L'institut ROE-Rexecode recense 12 pistes d'explication de l'écart de compétitivité entre les deux pays qui, pour certaines, sont très pertinentes, mais il passe à côté d'une 13e explication : le coût du capital. Il faut bien prendre conscience que si la France vend moins et achète plus à l'étranger que l'Allemagne, c'est particulièrement parce que depuis longtemps elle exporte massivement ses capitaux. Ainsi, alors que les productions des konzerns d'outre-Rhin sont bien plus présentes aux États-Unis que celles des multinationales françaises, ces dernières y investissent davantage.

Cette évasion de nos ressources pénalise durement la croissance et l'emploi dans l'Hexagone.

Contre les parasites de la finance réorienter l'argent

Tous les six mois, les géants de la Bourse proclament leurs résultats insolents en autant de communiqués de victoire des parasites de la finance, de l'industrie et de la France.

Délocalisations, licenciements, fermetures d'usines, tout fait ventre dès lors qu'il s'agit de rassasier la voracité des actionnaires. Grandes fortunes, fonds de pension, groupes financiers, il faut désormais les « rassurer ». C'est à qui leur garantira le meilleur rendement à deux chiffres, et ce sur plusieurs années ! Le riche ne goûte guère la précarité.

En face, c'est ceinture pour le plus grand nombre, l'insécurité sociale généralisée, la survie avec moins de 1 400 euros par mois pour la moitié des salariés, voire moins de 750 euros pour un quart d'entre eux. La misère explose à proportion de l'insolence du fantastique gâchis de profits qui abaisse le pays. PME étranglées, sous-traitants pressurés par des donneurs d'ordres impitoyables, investissement productif en chute libre, recherche et développement sacrifiés, voilà qui nourrit en retour l'impossibilité de sortir de la crise. Pis, la casse de l'enseignement, la mise sous tutelle du Medef des universités elles-mêmes mises en concurrence, les exonérations de charges sociales, les aides publiques sans contrepartie ajoutent au déclin en cours. Les sept à huit millions d'hommes et de femmes, toutes générations confondues,

descendues à un moment ou à un autre cet automne contre la casse des retraites ont manifesté leur refus d'une société déjà invivable et qui serait pire encore.

Point d'horizon au-delà des seuls critères dictés par la dictature du CAC 40 et ses relais du grand patronat, gouvernementaux et médiatiques ? Regardons du côté de la Bretagne, quand les salariés de la SBFM gagnent contre les spécialistes du dépeçage et ont mis un groupe tel Renault face à ses responsabilités. À Gémenos, ceux de Fralib font vaciller un géant comme Unilever. En Charente, ceux de Schneider démontrent l'aberration économique, sociale et environnementale des délocalisations en cascade. Dans le Lot-et-Garonne, ceux de la fonderie de Fumel bataillent pour le financement d'un site viable. À Marseille, face à Nestlé hier, aux pouvoirs publics aujourd'hui, ceux de NetCacao ont besoin de dix millions d'euros pour faire repartir leur propre projet ; la somme est à rapprocher des milliards de bénéfices réalisés par ces mêmes banques qui leur refusent le moindre prêt, avec la complicité passive de l'État. Et que dire de ceux d'Aperan, à Gueugnon, appartenant au géant ArcelorMittal – celui qui a trahi avec la parole présidentielle les salariés de Gandrange – et de leur combat commun avec leurs collègues belges... Salariés en lutte, syndicats forces de propositions, élus locaux, régionaux et nationaux… quand une chaîne se forme, portant un projet viable, elle place banques et pouvoirs publics devant leurs responsabilités, l'opinion ne peut que s'en rapprocher.

Réorienter « l'argent à la racine », comme le préconisent les communistes est non seulement possible mais nécessaire et urgent pour sortir notre société de l'ornière mortifère dans laquelle elle est enfoncée. Sans attendre 2012, ou mieux encore, pour que cette échéance éloignée d'encore un an soit un moment de vrai changement, la bataille de l'industrie se joue autant aux plans européen, national que local.

De ce point de vue, le rendez-vous des cantonales, les 20 et 27 mars, peut constituer un moment d'expression de cette exigence comme de la possibilité de trouver des soutiens nouveaux à ces luttes en la personne des conseillers généraux qui y seront élus ou réélus.

C'est bien ce que craint la droite, qui tente de banaliser au maximum ce scrutin qu'elle craint comme un carton rouge à sa politique de c(l)asse.